

Mario Dell’Osso

Candidate for CAPE National Executive Committee Director

Mario Dell’Osso is a Canadian public servant with more than a decade of experience across frontline operations, management, diplomacy, digital transformation, data strategy, and organizational change. He has worked at both the operational and executive levels of government and understands firsthand the expertise, commitment, and capacity that public servants bring to their work.

Today, Mario works in data strategy and business intelligence, supporting data management and AI adoption at IRCC. His career has given him a practical understanding of both the challenges facing government and the tremendous capability that exists within the public service.

Why I Am Running

I am running for Director of CAPE’s National Executive Committee because I believe Canada needs to rebuild, strengthen, and modernize its public service—and public servants must be at the centre of that effort.

Stop renting expertise. Start building it.

For too long, governments have relied on consultants and external contractors to perform work that the public service is capable of delivering itself.

This is about more than reducing spending. Every time core work is outsourced, we risk losing institutional knowledge, professional expertise, continuity, and the opportunity to develop the next generation of public servants.

A public service cannot grow and mature if it continually rents the expertise it needs instead of building that expertise internally.

We need to change that.

We should be hiring and developing public servants, giving employees opportunities to take on increasingly complex work, and building expertise that stays within government. We should be creating the internal capacity to design, deliver, operate, and continuously improve public services.

I have seen the capability that exists within our public service. We have the talent. We have the experience. We have the ability to deliver. What we need is the confidence and investment to let public servants do it.

CAPE should be a leading voice in rebuilding that capacity and bringing unnecessary contracted work back into the public service.

Empower our members

A strong union does more than represent members when something goes wrong. It empowers members to shape their workplaces and their union.

CAPE members are highly skilled professionals with the knowledge and experience to improve government. I want CAPE to make greater use of that expertise by giving members stronger opportunities to participate, contribute ideas, access information and education, and help shape the future of the public service.

Members should not simply be represented. They should be empowered.

Forge the new public service

The public service is entering a period of major change. Artificial intelligence, digital transformation, new approaches to service delivery, and changing expectations from Canadians will fundamentally affect how we work.

CAPE should not wait for this future to be designed for us—often by external consultants and organizations with only a temporary relationship with government.

We should help design it.

That means ensuring public servants have a meaningful voice when technology and new ways of working are introduced. It means investing in skills, training, innovation, and professional development. It means protecting professional judgment while embracing change.

Most importantly, it means recognizing that public servants are not an obstacle to modernization. We are the people who make modernization possible.

My Vision

My vision for CAPE is a union that is member-driven, confident, and forward-looking—a union that fights unnecessary contracting out while fighting equally hard for the growth of our internal public-service capacity.

I want to help build a public service that develops its own expertise rather than continually outsourcing it; that invests in its people; that gives employees the opportunity to grow and lead; and that has the confidence to deliver for Canadians.

Our members should not simply have a voice in the future of the public service. They should help lead it.

That is why I am running for the CAPE National Executive Committee.

Mario Dell’Osso

Candidat au poste d’administrateur du Conseil exécutif national de l’ACEP

Mario Dell’Osso est un fonctionnaire canadien qui compte plus de dix années d’expérience dans les opérations de première ligne, la gestion, la diplomatie, la transformation numérique, la stratégie en matière de données et le changement organisationnel. Il a travaillé à la fois aux échelons opérationnel et de direction, ce qui lui donne une compréhension directe de l’expertise, de l’engagement et des compétences que les fonctionnaires mettent au service de leur travail.

Aujourd’hui, Mario œuvre en stratégie de données et en informatique décisionnelle à IRCC, où il contribue à la gestion des données et à l’adoption de l’IA. Compte tenu de son parcours, il connaît bien les défis auxquels le gouvernement fait face et le formidable potentiel qui existe dans la fonction publique.

Pourquoi je me présente

Je me présente au poste d’administrateur du Conseil exécutif national de l’ACEP parce que je crois que le Canada doit rebâtir, renforcer et moderniser sa fonction publique, et que les fonctionnaires doivent être au cœur de cet effort.

Cessons de louer l’expertise. Développons la nôtre!

Depuis trop longtemps, les gouvernements font appel à des consultant·es et à des entrepreneurs externes pour accomplir un travail que la fonction publique est pleinement capable de réaliser elle-même.

Il ne s’agit pas seulement de réduire les dépenses. Chaque fois que des activités essentielles sont confiées en sous-traitance, nous risquons de perdre le savoir institutionnel, l’expertise professionnelle, la continuité et la possibilité de former la prochaine génération de fonctionnaires.

Une fonction publique ne peut pas croître ni gagner en maturité si elle « loue » continuellement l’expertise dont elle a besoin plutôt que de la développer à l’interne.

Cette situation doit changer.

Nous devons embaucher et former des fonctionnaires, offrir au personnel la possibilité d’assumer des tâches de plus en plus complexes et bâtir une expertise qui demeure au gouvernement. Nous devons aussi créer une capacité interne solide pour concevoir, mettre en œuvre, gérer et améliorer continuellement les services publics.

Je connais les capacités de notre fonction publique. Nous avons les talents. Nous avons l’expérience. Nous avons la capacité de faire le travail. Ce qu’il nous faut, ce sont la

confiance et les investissements qui permettront aux fonctionnaires de faire pleinement leur travail.

L'ACEP doit être une voix forte pour reconstruire cette capacité et rapatrier dans la fonction publique le travail confié inutilement à des sous-traitants.

Donnons du pouvoir à nos membres

Un syndicat fort ne se limite pas à représenter ses membres lorsque quelque chose ne va pas. Il leur donne les moyens de façonner leur milieu de travail et leur syndicat.

Les membres de l'ACEP sont des professionnel·les hautement qualifié·es qui possèdent les connaissances et l'expérience requises pour améliorer le fonctionnement du gouvernement. Je souhaite que l'ACEP fasse davantage appel à cette expertise en offrant aux membres plus d'occasions de participer, de proposer des idées, d'accéder à l'information et à la formation, et de contribuer à orienter l'avenir de la fonction publique.

On ne doit pas se contenter de représenter les membres. Il faut leur donner les moyens d'agir.

Façonnons la nouvelle fonction publique

La fonction publique entre dans une période de changements majeurs. L'intelligence artificielle, la transformation numérique, les nouvelles approches en matière de prestation de services et l'évolution des attentes des Canadiennes et des Canadiens modifieront profondément notre façon de travailler.

L'ACEP ne devrait pas attendre que cet avenir soit conçu pour nous, souvent par des consultant·es externes ou des organisations qui n'entretiennent qu'une relation temporaire avec le gouvernement.

Nous devons participer à sa conception.

Il faut donner aux fonctionnaires des occasions concrètes de s'exprimer lorsque de nouvelles technologies ou de nouvelles façons de travailler sont mises en place. Il faut investir dans les compétences, la formation, l'innovation et le perfectionnement professionnel. Il faut protéger le jugement professionnel tout en accueillant le changement.

Avant tout, il faut reconnaître que les fonctionnaires ne sont pas un obstacle à la modernisation. Ce sont elles et eux qui la rendent possible.

Ma vision

Ma vision pour l'ACEP est celle d'un syndicat dirigé par ses membres, confiant et tourné vers l'avenir, qui s'oppose à la sous-traitance inutile tout en défendant avec tout autant de vigueur le renforcement des capacités internes de la fonction publique.

Je veux contribuer à bâtir une fonction publique qui développe sa propre expertise plutôt que de recourir continuellement à l'impartition; qui investit dans ses gens; qui offre à son

personnel des occasions de croître et de diriger; et qui possède la confiance nécessaire pour répondre aux attentes des Canadiennes et des Canadiens.

Nos membres ne devraient pas seulement avoir leur mot à dire sur l'avenir de la fonction publique : elles et ils devraient contribuer à la diriger.

C'est pourquoi je me présente au Conseil exécutif national de l'ACEP